

En Egypte, les luttes populaires contre le régime de Sissi s'intensifient

dimanche 22 mai 2016, par [DAHHER Joseph](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mai 2016).

Ces derniers mois ont vu en Egypte une continuation et même une montée des manifestations populaires contre la dictature du régime de Sissi. Le lundi 25 avril, une manifestation à l'appel notamment des forces démocratiques et progressistes d'Egypte a été réprimée sévèrement par les services de sécurité du régime militaire égyptien. Cela faisait suite à la vente des îles de Tiran et Sanafir à l'Arabie Saoudite, en violation de la Constitution égyptienne, qui a mobilisé plusieurs milliers de protestataires dans la rue, ce jour là sous le mot d'ordre : « l'Egypte n'est pas à vendre ».

Depuis plusieurs semaines des centaines d'activistes avaient été arrêtés et emprisonnés, notamment l'avocat et activiste Haitham Mohamedain, membre du mouvement des Révolutionnaires Socialistes. Le centre ville du Caire était bloqué. La police a déployé une violence systématique à l'encontre des manifestants avant de les arrêter par centaines. De nombreux journalistes ont été interpellés.

Cela ne s'est pas arrêté là. La groupe satirique "Atfal Shawarea" (Enfants des Rues) -dont certains sont encore adolescents- ont été arrêtés cette semaine. Les accusations portées contre eux comprennent "l'incitation à une révolte contre le gouvernement, en formant un groupe visant à contester les principes de l'Etat et l'autorité étatique, ainsi que la diffusion d'informations fausses qui perturbe la paix publique ». "Atfal Shawarea" a publié plusieurs vidéos en utilisant l'humour et chant accapella pour commenter la situation en dans le pays, critiquant également certaines politiques de l'Etat. Près de 300.000 personnes les suivaient sur leur page Facebook. Le Samedi 14 mai, plus de 150 manifestant-es ont aussi été condamnés à deux ans de prison pour avoir participé aux rassemblements du 25 avril.

Entretemps, les attaques contre la société civile s'intensifient : des membres d'ONG encourent 25 ans de prison pour avoir prétendument reçu de l'argent de l'étranger, le régime voulant réduire au silence les voix qui dénoncent la répression. Les syndicats indépendants sont également la cible de la répression du régime. L'Organisation Internationale du Travail a d'ailleurs publié début mai une déclaration critiquant la répression continue en Egypte des syndicats indépendants et de la liberté d'association des travailleurs. Les actions du régime de Sissi contre les syndicats comprennent notamment des procès intenté devant un tribunal administratif pour interdire et dissoudre des syndicats et les fédérations indépendantes, des menaces législatives contre les droits syndicaux fondamentaux des représentants de la central syndicale soumise à l'état (l'ETUF) au Parlement, et la nomination du nouveau ministre du Travail, Mohamed Saafan , un cadre de l'ETUF qui s'oppose aux libertés d'organisation des syndicats.

Les activistes arrêtés récemment rejoignent les dizaines de milliers de prisonniers politiques et les centaines de victimes de « disparitions forcées » ces dernières années, sans oublier le massacre de la place de Rabia (août 2013) qui a fait plus d'un millier de victimes proches des Frères Musulmans.

Les forces de sécurité ont arrêté 11,877 personnes accusées d'être membres de « groupes terroristes » entre Janvier et la fin Septembre 2015, selon le ministre adjoint de la sécurité publique au ministère de l'Intérieur. La répression vise principalement des membres ou partisans présumés des mouvements des Frères musulmans, mais aussi nombre d'opposant-es démocratiques et

progressistes au régime de Sissi Les autorités avaient déjà indiqué qu'ils avaient arrêté au moins 22.000 personnes pour des motifs similaires en 2014. Dans un certain nombre de cas, les détenu-es dans les affaires politiques ont été maintenus en détention prolongée sans inculpation ni jugement. À la fin de l'année 2015, au moins 700 personnes avaient été maintenues en détention préventive pendant plus de deux ans sans avoir été condamné par un tribunal.

Au moins 3.000 civils ont été jugés devant des tribunaux militaires injustes sur des accusations de « terrorisme » et d'autres charges invoquant des « violences politique ». Beaucoup, y compris les dirigeants des Frères musulmans, ont été jugés dans des procès de masse. Les procès militaires de civils sont fondamentalement injustes il faut le rappeler.

De nombreuses campagnes de grèves de la faim et différentes formes de résistance ont néanmoins eu lieu, de nombreux exemples existent notamment de prisonniers politiques protestant contre leur détention et leurs conditions, comme en Mars 2016 lorsque des dizaines de détenus de la prison de Aqrab en Egypte étaient en grève de la faim.

La lutte des Égyptiens pour défendre leurs droits démocratiques et sociaux continue. Les grèves se sont multipliées ces dernières semaines, des infirmières et des ouvriers métallurgiques notamment, qui luttent pour de meilleurs salaires et conditions de travail.

Plus de 3000 journalistes égyptiens ont également manifesté dans les rues du Caire leur colère début mai à la suite de l'arrestation de journalistes d'oppositions et ont demandé la démission du ministre de l'intérieur.

Pourtant les dirigeants européens intensifient leur collaboration avec Le Caire : ventes d'armes, coopération sécuritaire et campagnes de promotion des investissements...

Comme chantait les révolutionnaires en Egypte « Hommes et Femmes Libres, et Révolutionnaires, nous continuons la lutte ».

Solidarité avec les prisonniers politiques en Egypte

A bas le régime des militaires

Vive la révolution pour la liberté, la justice sociale et l'égalité

Joe Daher, 15 mai 2016

P.-S.

*

<https://syriafreedomforever.wordpress.com/2016/05/15/les-luttes-populaires-contre-le-regime-de-sissi-sintensifient/#more-11913>